

À LAUSANNE, UNE STRUCTURE D'ACCUEIL DE NUIT S'ARRÊTE

Ce vendredi 25 novembre 2022, les travailleur.euses du seul espace ouvert de nuit à Lausanne pour accueillir inconditionnellement jusqu'à 150 personnes, ont refusé d'aller travailler. La municipalité a été forcée de mobiliser la Protection Civile.

L'épuisement des travailleur.euses ne vient pas de nulle part. "Les conditions d'accueil sont meilleures en prison" raconte une personne sans domicile qui y dort régulièrement.

Cette structure tient une position clé dans le réseau du Bas Seuil lausannois, mais elle est chaque année un peu plus précaire. Samuel* y travaille :

Dès son ouverture le 1er novembre, notre structure a été surchargée de demandes. Trois semaines plus tard, le 24 novembre, près de 170 personnes ont été accueillies dans un lieu beaucoup trop petit ne disposant que de 110 lits serrés les uns contre les autres. Les budgets alloués au lieu ne permettent de mobiliser que 3 ou 4 travailleur.euse par nuit : accueillir dignement les bénéficiaires dans de telles conditions est impensable.

Il faut rappeler que cette structure n'est pas un hébergement d'urgence, comme le Sleep-In ou l'Étape qui proposent des chambres collectives isolées. Contraint par la situation, le lieu s'est adapté aux besoins des bénéficiaires et à la précarisation croissante pour devenir un espace hybride, fournissant des prestations d'hygiène et de petite alimentation. Voilà des années que les différent.e.s acteur.ices du Bas Seuil tirent la sonnette d'alarme sur les conditions d'hébergements. La crise annoncée est là. Ce sont les travailleur.euses qui en parlent le mieux :

Qu'est-ce que tu dirais aux autorités ?

Dans les élevages, les cochons doivent avoir 1 à 2 mètres. Chez nous les personnes n'ont pas cet espace. Je demanderais à la ville que nous n'ayons jamais plus de 50 personnes par nuit. Ici, il y a jusqu'à 170 personnes et il n'y a que 2 éviers, 16 personnes seulement peuvent se doucher chaque soir, ce n'est plus possible. En étant si peu de travailleur.euses, on perd le contact avec les personnes qui viennent dormir. Ce n'est plus du travail social. (Jean)*

Si les travailleur.euses ont décidé vendredi de ne plus venir travailler, c'est pour protester :

Nous sommes complètement épuisé.es. Nous avons besoin de temps pour nous réorganiser et rouvrir dans de meilleures conditions. (Lola)*

Pour maintenir la structure ouverte, la ville de Lausanne a été contrainte de mobiliser la Protection Civile. Or, la mission du réseau Bas Seuil, n'est pas seulement d'offrir des moyens de survie aux personnes accueillies, mais de les accompagner, de créer du lien et de leur redonner du pouvoir d'agir sur leurs existences. Il est difficile d'imaginer que des civilistes mobilisés en urgence, sans formation préalable au travail social, puissent offrir aux personnes concernées autre chose qu'un dispositif de contrôle.

Une crise plus large

Il est urgent de mettre le sans-abrisme au cœur des préoccupations politiques et budgétaires du Canton de Vaud.

En effet, à cette crise, la municipalité répond que la Borde 47, hébergement d'urgence hivernal de 40 places, ouvrira le 1er décembre. Or, cette ouverture ne peut absolument pas être considérée comme une réponse viable à une crise dont les proportions sont croissantes. Chaque soir d'hiver, les structures d'hébergement d'urgence rejettent une quarantaine de demandes. À cause de la politique du thermomètre (certaines structures n'ouvrent qu'en hiver), ce chiffre est bien pire en été. À Renens, un camp d'une trentaine de personnes de la communauté Rrom est sur le point d'être démonté. Puisqu'il est essentiellement habité par des familles, sa fermeture va mettre à la rue des mineur.es et des personnes âgées, prioritaires dans l'accès à l'hébergement d'urgence.

Les 70 membres du collectif Jean Dutoit vivent dans une situation de plus en plus précaire dans un bâtiment délabré sans chauffage avec quelques heures d'électricité par jour.

Ces différentes situations pourraient ajouter jusqu'à 130 personnes à un réseau d'hébergement d'urgence déjà en crise.

Situation politique

Redisons-le : il est urgent de mettre le sans-abrisme au cœur des préoccupations politiques et budgétaires du Canton de Vaud.

Dans les semaines à venir, les parlementaires voteront les budgets du Canton et de la Ville de Lausanne. Plusieurs amendements proposant une modification du budget sont soumis en vue d'augmenter les fonds alloués à l'hébergement d'urgence. Dans un des pays les plus riches du monde et dans un canton habitué aux excédents de revenus, le collectif 43m2 invite chaque parlementaire à un moment d'introspection.

Pour rappel, en septembre, une table ronde a été organisée en réaction à l'occupation de la HETSL par le collectif 43m2. Cette table ronde rassemblait les sphères politiques cantonale et municipale avec des acteur.ices de terrain. À l'issue de cette rencontre, les politiques ont

acté la création d'un groupe de travail visant à "élaborer un plan d'action" (dont les contours sont totalement inconnus). Une étude externe a également été mandatée, alors que la situation et les besoins sont déjà largement connus et documentés par les acteur.ices de terrain travaillant dans le Bas Seuil depuis de nombreuses années.

Deux mois plus tard, la crise bat son plein, une structure d'accueil clé se vide de ses travailleur.euses et aucune proposition de rencontre n'a été soumise, aucun agenda politique clair ne se dégage.

Soutien

Le collectif 43m2 exprime tout son soutien aux travailleur.euses qui ont cessé de travailler et à l'ensemble de l'équipe qui gère et dirige cette structure d'accueil. La lutte contre la précarité ne peut être que collective et exige la solidarité entre toutes les structures qui y sont engagées. Aucun horizon politique cohérent ne peut s'imaginer sans une responsabilisation des autorités municipale et cantonale. Aucun horizon politique cohérent ne peut s'imaginer sans remettre au cœur de l'action publique la voix de toutes les personnes concernées, qu'elles soient travailleur.euses et/ou précarisées.

Rappel des revendications du collectif 43m2

- Le maintien du nombre de places à l'année, soit la fin de la politique du thermomètre.
- L'augmentation du nombre de places d'hébergements d'urgence.
- La suppression des ordres de priorité officiels dans l'accès à une place d'hébergement d'urgence.
- La dépenalisation du « camping sauvage » (utilisé pour criminaliser les personnes qui dorment dans la rue).
- Une refonte du Bureau des Réservations en collaboration avec les acteur.ice.x.s de terrain.

Avec force et solidarité

Le collectif 43m2